



Monsieur le Préfet,
Monsieur l'Inspecteur d'Académie,
Mesdames et Messieurs les membres du CDEN,

Cette rentrée s'est ouverte, une nouvelle fois, sous le signe d'une politique éducative qui confond école publique et variable d'ajustement budgétaire. Plus de 4 000 suppressions de postes, aucune revalorisation salariale, des crédits de formation rabotés, des dispositifs vidés de leur substance : un cocktail qu'on nous présente comme la nouvelle potion magique pour « renforcer » l'Éducation nationale...

La baisse démographique sert désormais d'alibi commode. Oui, elle existe, mais non, elle ne règle rien. Elle est désormais durablement installée en France et dans notre département. Elle est liée à la baisse de la natalité et a déjà touché le 1^{er} degré. Ce qui veut dire que le secondaire puis le supérieur vont être progressivement impactés et que se posent donc à nous membres du CDEN des questions politiques : une opportunité pour améliorer la qualité du service public d'éducation ou une logique budgétaire pour dégraisser et fermer des lieux d'éducation ? Pour l'Unsa-Education c'est très clair : moins d'élèves ne signifie pas moins de besoins : inclusion, difficultés croissantes, inégalités territoriales... Les défis explosent pendant que les moyens fondent...

Manque de places en ITEP et en IME, manque d'AESH pour respecter les droits des enfants, manque de solutions pour les collègues qui multiplient les fiches RSST et hausse alarmante des burn-out. Le tout parce que l'institution ne leur donne pas les conditions pour faire ce qu'ils savent faire : enseigner.

Aujourd'hui, ce sont les personnels qui colmatent seuls les brèches d'une politique sans ambition. À force de laisser l'École être tenue à bouts de bras par ceux qui sont déjà à genoux, il ne faudra pas s'étonner si elle finit par s'effondrer.

Pour l'Unsa-Education il n'existe qu'une Ecole, elle est publique et laïque.

Pour nos dirigeants politiques, cette Ecole représente actuellement un coût qu'il faut réduire mais l'Unsa-Education ne laissera pas faire. Un récent sondage IPSOS auprès de 1 000 parents du public et du privé montre que 60% des français considèrent que les familles qui souhaitent que leur enfant fréquente l'école privée doivent en assurer eux-mêmes la charge financière. Ils étaient 42% en 1983. L'Etat souhaite faire des économies, le financement des établissements privés par 70 % de fonds publics et la remise en cause de la loi Debré sont des pistes à explorer. Alors que nous nous apprêtons à fêter les 120 ans de la loi de 1905 sur la séparation de l'église et de l'Etat, cela ressemble à une provocation ou à une volonté de rallumer la guerre scolaire. Et pendant ce temps, l'État continue de financer largement le privé tout en expliquant qu'il faut « faire des économies ». Curieuse logique : couper dans le public, subventionner le privé, puis s'étonner que l'École républicaine vacille. À ce stade, ce n'est plus de la rationalisation, c'est du sabotage.

Ce CDEN ne peut se contenter d'être un simple exercice de validation administrative, il apporte des constats, mais ces constats, à eux seuls, ne suffisent plus.. Il engage l'avenir d'un service public qui demeure, envers et contre tout, un pilier de notre République.

C'est pourquoi l'UNSA Éducation vous renouvelle la demande déjà formulée auparavant aujourd'hui, Monsieur le Préfet, d'acter le principe de l'ouverture d'un espace départemental de travail et de concertation consacré à la cohérence éducative, associant l'État, les collectivités et les représentants des personnels de l'Education Nationale que nous sommes.

Ce cadre n'a pas vocation à être un dispositif lourd ni à engager quiconque dans des mesures précipitées. Il s'agit simplement de créer les conditions d'un travail organisé et régulier, permettant d'identifier les trajectoires possibles et de construire des réponses durables. Nous vous demandons donc, Monsieur le Préfet, d'en valider le principe et d'envisager une première réunion de cadrage après les vacances d'hiver, lorsque les conditions seront plus propices à un travail serein et utile à tous.

L’UNSA-Éducation s’engage à y contribuer dans un esprit de responsabilité, de coopération et de fidélité aux valeurs républicaines. Si nous voulons éviter que les inquiétudes des personnels et des familles ne deviennent un terrain de confrontation ou de récupération, alors c’est à nous — ensemble — de proposer un chemin clair et partagé.

Notre conviction est simple : en posant dès maintenant un cadre départemental de travail, nous renforçons le service public, nous rassurons les familles, et nous protégeons nos territoires dans cette période pré-électorale sensible.

L’Unsa-Éducation continuera donc de défendre, obstinément et sereinement, une école publique ambitieuse, inclusive et réellement soutenue par la Nation. Nous ne demandons pas la lune : seulement les moyens de faire notre travail. Et si certains s’obstinent à réduire l’École au rang de ligne budgétaire, alors qu’ils ne s’étonnent pas de nous trouver en face, déterminés, cohérents et obstinés. D’aucun diraient sans doute « têtus ».

« L’école est l’arme la plus puissante pour changer le monde », rappelait Mandela ; encore faut-il lui fournir de quoi agir, et pas seulement des discours.

Merci pour votre attention.